

## Les libérales disent « non »...

Le 20 mars dernier, trois syndicats d'infirmières libérales (FNI, Sniil, Onsil) ont claqué la porte des négociations avec l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (Uncam). L'objectif des négociations entamées en décembre est de conclure une nouvelle convention. De son côté, le syndicat professionnel Convergence infirmière a décidé de continuer de négocier avec l'Uncam.

## ... et appellent à manifester

Suite au désaccord, la FNI, le Sniil et l'Onsil appellent à une journée de mobilisation le 17 avril. L'intersyndicale libérale exige des revalorisations tarifaires immédiates, notamment pour les frais de déplacement, l'acte infirmier de soins (AIS), les actes médicaux infirmiers (AMI), les indemnités de dimanches, nuits et jours fériés, pour 531 millions d'euros en année pleine.

## LA PHRASE DU MOIS

« Prétendre à un niveau licence en regard des contenus de formation que nous connaissons et des responsabilités que nous assumons au quotidien n'a rien d'utopique. Le contraire relève d'un total déni du rôle social que nous jouons. »

Philippe Tisserand,  
président de la FNI

## Manifestation

# Mobilisées pour le LMD

**Infirmières et étudiantes sont descendues dans la rue pour la reconnaissance du diplôme à bac + 3. Prochaine mobilisation le 3 avril.**



Place de la Bastille, le 14 mars.

**L COMME LICENCE OPTIONNELLE, M COMME MÉANDRES D'UNE NÉGOCIATION AU LONG COURS, D COMME DYNAMITE...** À force de jouer avec la patience des représentants infirmiers, on finit par déclencher la colère. La coordination nationale infirmière (CNI) a décidé de mobiliser à nouveau le 3 avril prochain, à 13 heures sur le parvis de Montparnasse à Paris.

### PORTE CLAQUÉE

Déjà, le 14 mars, près de 500 infirmières et étudiantes défilaient à Paris et 600 autres à Grenoble. La manifestation était organisée par la CNI. Mots

d'ordre : reconnaissance du diplôme d'État au niveau bac + 3 (licence), universitarisation des études, revalorisation salariale et amélioration des conditions de travail.

Pour mémoire, c'est la décision des ministères de la Santé et de l'Enseignement supérieur à propos du LMD qui a déclenché le mouvement de protestation<sup>(1)</sup>. La CNI a alors claqué la porte des négociations sur la VAE, en février.

Le Comité d'entente des formations infirmières et cadres (Cefiec) a diffusé le 12 mars un communiqué dénonçant la décision du gouvernement sur

le LMD. Et le Cefiec a rappelé sa volonté de constituer « une filière universitaire des formations infirmières et de cadres de santé, incluant l'ensemble des grades licence, master, doctorat au sein d'une discipline interprofessionnelle dans le domaine des sciences de la santé ».

### LOBBYING POLITIQUE

La Fédération nationale des étudiants en soins infirmiers (Fnesi), qui milite pour le LMD, a décidé de se cantonner à un lobbying politique dans le cadre de la campagne présidentielle. Et les syndicats professionnels libéraux, consultés le 19 mars sur le sujet, ont aussi fait part de leur mécontentement. Certains sont prêts à rejoindre la mobilisation du 3 avril. Tout en sachant qu'ils s'apprêtent aussi à manifester le 17 avril pour faire avancer les négociations conventionnelles... Le LMD cristallisera-t-il les déceptions infirmières ?

**MATHIAS GERMAIN**

1- Cf. notre précédent numéro, p. 17.

## Les universitaires restent réticents

LES 8 ET 9 MARS DERNIERS, LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS D'UNIVERSITÉ (CPU) organisait un colloque intitulé « la place de l'université dans l'hôpital ». « L'universitarisation » des professions paramédicales et la double « diplomation » par le ministère de la Santé et l'université ont été abordés pendant les débats. Jean-Pierre Finance, vice-président de la CPU y est favorable, « mais pas à n'importe quel prix. Nous ne sommes pas d'accord pour donner un titre universitaire à une for-

mation où l'université n'intervient pas. » Pour la CPU, pas question de dispenser des cours universitaires dans les instituts... Jean-François Dhainaut, président de Paris V, a ajouté que « la formation aux soins des infirmières est de qualité, mais la formation médicale qu'elles reçoivent n'est pas de niveau universitaire. Nous sommes prêts à les aider mais [...] les universités ne peuvent accueillir tous les élèves infirmiers [sic] du jour au lendemain. Il faut plutôt des expériences pilotes. » **M.G.**